

monde. C'est comme une machine qui n'use pas d'huile. Après celui-là, le moins mauvais, c'est celui qui vous donne le plus, c'est-à-dire qui vous fait gagner le plus d'argent, parce qu'avec de l'argent on est libre et indépendant. Avec ma ceinture de cuir bien garnie, je vais partout, et partout je suis reçu. Ça vaut mieux que d'être électeur, él'gible et le très-humble servent de n'importe qui.

*Le Démocrate.*—Mais, père François, si la république ne vous demandait plus d'impôts, vous seriez donc républicain ?

*Le père François.*—Oui, mon ami, si, en même temps, elle me laissait gagner ma vie honorablement. Mais comment ferait-elle ? On ne fait rien sans argent ; il faut de l'huile pour graisser les roues.

*Le Démocrate.*—Si, par exemple, on demandait beaucoup à ceux qui ont beaucoup, et très peu, ou même rien, à ceux qui ont moins ?

*Le père François.*—Oui, je sais ce que tu veux dire, j'ai déjà entendu parler de cela. C'est-à-dire que vous voulez rétablir les inégalités que nous avons abolies autrefois : inégalités d'argent ou inégalités de naissance, ça ne fait rien à l'affaire ; la chose est toujours la même. Et tu crois que je souffrirais qu'un autre paye plus que moi, soit plus que moi, et qu'il ait le droit de me mépriser ou de m'insulter ? Allons donc ! je ne mange pas de ce pain-là, moi ! c'est bon pour vous autres, partageux, socialistes, qui étiez là-bas cent mille et plus à vous faire nourrir, les bras croisés, comme des fainéants et des mendiants.

*Le Démocrate.*—Mais, père François, faut pas vous emporter comme une soupe au lait. Voyons, n'est-il pas juste que celui qui a plus paye plus, et que l'impôt ne frappe que les riches ?

*Le père François.*—Non, cela n'est pas juste. Si nous sommes égaux, nous devons tous autant, c'est-à-dire en proportion de ce que nous avons. Moi, j'ai un arpent de bonnes terres, je paye pour un arpent ; mon voisin en a deux, il paye pour deux : voilà l'équité. S'il payait double et si je ne payais plus rien, il aurait le droit de me vexer, de m'insulter et de dire que je ne suis pas citoyen comme lui, et il aurait raison ; tandis qu'en payant chacun sa quote-part, personne n'a rien à dire. Moi, je suis autant que toi ; toi, tu es autant que moi, ni plus ni moins ; et, comme on dit, les bons comptes font les bons amis.

*Le Démocrate.*—Vous avez donc payé les 45 centimes sans mot dire ?

*Le père François.*—J'ai payé quand j'ai vu les autres payer, mais pas avant. D'ailleurs c'est un impôt qui était décrété par des gens que nous ne connaissions pas, qui avaient escamoté le pouvoir à leur profit et qui ne savaient s'en servir que pour le mal.

*Le Démocrate.*—Eh bien alors, il faut signer la pétition pour la restitution du milliard avec lequel on remboursera les 45 centimes.

*Le père François.*—C'est encore une baliverne de votre invention, à vous autres démocrates. Vois-tu, d'abord, le percepteur ne rend jamais d'argent ; et puis ce milliard, s'il a été donné, c'est qu'il était dû et bien dû, car ça a été discuté assez longtemps. Pourrais-tu me dire combien ton père a acheté son grand pré, là-bas, au moulin d'Ceilly, derrière le château ?

*Le Démocrate.*—Mais il l'a fort bien acheté et payé en bons assignats !

*Le père François.*—Je n'ai pas voulu te vexer,

mon ami, je connais tout cela mieux que toi. Mais vous autres démocrates, fils et petits fils de démocrates, vous ne devriez point parler du milliard, ni des émigrés ; car c'est à eux que vous devez presque tous d'être ce que vous êtes et d'avoir quelques sous vaillant. Laissons cela. Il y aurait trop de chose à dire. Les 45 centimes ont été décrétés par un pouvoir révolutionnaire essentiellement provisoire, sans autorité ni mission pour lever des impôts. Le milliard, au contraire, a été voté par une assemblée régulière, après longue et mûre délibération. Ce qui est fait est fait. Si nous nous mettons à faire, défaire, refaire et redéfaire sans cesse les mêmes choses, nous serons toujours en révolution. C'est ce que vous voulez vous autres ; mais nous, nous ne sommes pas du même avis. Nous voulons rentrer dans l'ordre au plus vite. Je ne sais, le diable m'emporte ! comment vous avez la tête tournée ; mais à votre âge nous n'étions pas ainsi.

*Le Démocrate.*—Ah ! père François, c'est le progrès ; nous en savons maintenant à vingt ans autant que vous à quarante.

*Le père François.*—Autant, c'est possible ; mais nous savons mieux, nous autres, et surtout nous agissons mieux. Je crois au progrès, sans doute, puis-que je le vois partout ; mais je crois au progrès du mal comme à celui du bien, et depuis un demi-siècle, je ne sais comment cela se fait, c'est presque toujours le mal qui domine.

*Le Démocrate.*—L'ignorance, voyez-vous, est encore trop générale ; quand nous aurons l'éducation gratuite et obligatoire, il n'en sera plus ainsi. Tout le monde raisonnera, et on finira par s'entendre.

*Le père François.*—Dis donc qu'on déraisonnera comme tu fais, et qu'on ne s'entendra plus du tout, comme sont les démocrates entre eux. Ils savent bien, ou à peu près, ce qu'ils ne veulent pas, mais il n'y en a pas deux qui sachent ce qu'ils veulent et qui soient d'accord. Et tu crois que je laisserai mes enfants dans les mains de ces gens-là ? Mais j'aimerais autant les étouffer en venant au monde si je vais jamais les voir devenir des partageux. Qui dit partageux dit paresseux et vaurien. Si je ne leur lègue pas grand'chose, je veux au moins leur donner de bonnes habitudes, de l'ordre, de l'activité et surtout de la probité. Je veux qu'ils marchent la tête haute et droite comme leur père. Est-ce qu'il ne vaudrait pas bien mieux pour toi que tu ne fusses jamais sorti ton village ? Tu aurais encore le cœur droit, l'esprit juste, et tu ne te jetterais pas comme un fou dans tous les excès de la révolution, qui, si tu n'y prends garde, te conduira beaucoup plus loin que tu ne penses.

Ecoute, mon garçon, l'éducation gratuite dont tu parles, ça veut dire éducation payée par l'État, ça veut dire plus d'impôts ; ça veut dire aussi moins de liberté, car il n'y aura plus de concurrence, plus d'éducation libre, et il faudra accepter, quand même, l'éducation qu'on nous donnera. C'est comme s'il y avait deux gendarmes, à côté du maître-d'école, chargés de nous enseigner de force les balivernes qu'il plaira à MM. les démocrates de Paris de nous faire apprendre.

Éducation gratuite et obligatoire, ça veut encore dire qu'on nous volera nos enfants pour leur apprendre à lire comme on nous les vole à vingt ans pour leur enseigner l'exercice et la charge en douze temps. Ça veut dire qu'on leur enseignera de force, malgré eux, malgré nous, qu'il n'y a pas de Dieu, qu'il n'y a ni bien ni mal, et que nous pouvons nous conduire